

La production sociale du risque d'inondation à Conakry (Guinée) : de l'exposition à une vulnérabilité socialement différenciée

The social production of flood risk in Conakry (Guinea): from exposure to socially differentiated vulnerability.

Auteur 1 : FOUSSENI Taofick Raoul,

Auteur 2 : TOUNKARA Mamoudou Mariam,

Auteur 2 : GNIMASSOU Raymond Augustin Marie,

FOUSSENI Taofick Raoul, PhD, Enseignant-Chercheur en Sociologie,
Université de Sonfonia-Conakry, Faculté des sciences sociales, Guinée,

TOUNKARA Mamoudou Mariam, PhD, Enseignant-chercheur en sociologie
Université Général Lansana Conté de Sonfonia-Conakry, Faculté des sciences sociales, Guinée,

GNIMASSOU Raymond Augustin Marie, PhD, Enseignant-chercheur en sociologie,
Université Général Lansana Conté de Sonfonia-Conakry, Faculté des sciences sociales, Guinée,

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : FOUSSENI .T R, TOUNKARA .M M & GNIMASSOU .R A M (2026) « La production sociale du risque d'inondation à Conakry (Guinée) : de l'exposition à une vulnérabilité socialement différenciée », African Scientific Journal « Volume 03, Num 37 » pp: 001 – 026.



DOI : 10.5281/zenodo.22284643
Copyright © 2026 – ASJ



Résumé

La ville de Conakry, héritière d'une planification coloniale presque insulaire de Tombo, actuelle commune de Kaloum, fait face à un double défi paradoxal. D'un côté une croissance démographique et une extension rapide peu planifiée, et de l'autre une raréfaction de l'espace constructible dans une presqu'île accidentée. Dans ces conditions, les citoyens occupent les espaces marécageux qui les rendent vulnérables aux inondations. À partir de la théorie de la production sociale de l'espace de Henri Lefebvre, cet article a pour objectif de saisir les processus et les pratiques sociales de production de ce risque. En mobilisant l'approche par « effet de lieu », il repose sur une méthode qualitative autour de 17 entretiens semi-directifs et l'observation directe non participante dans les quartiers Kobaya et Entag marché 2, auprès des autorités locales et des habitants en mai 2026. Les résultats montrent que les inondations résultent d'une interaction complexe entre contraintes naturelles, défaillances de la gouvernance urbaine et pratiques d'occupation spatiale. L'accélération d'une urbanisation peu planifiée débouche sur l'occupation des marges marécageuses de la ville et le lit de cours d'eau que les groupes sociaux obstruent avec les déchets et divers matériaux de fabrication de l'espace habitable, sous l'action hésitante et palliative des pouvoirs publics. Même si l'exposition à ce risque traverse le clivage social classique dans les quartiers étudiés, on observe une vulnérabilité et une résilience socialement différenciées. Les groupes sociaux les plus défavorisés déclarent plus de dégâts matériels et de perte en vies humaines, et peinent davantage à se relever de la catastrophe. Cette étude invite ainsi à relire le concept d'inégalités écologiques et à articuler restauration des espaces naturels et planification urbaine pour réduire le risque d'inondation à Conakry.

Mots-clés : Conakry, risque d'inondation, exposition, vulnérabilité, résilience

Abstract

The city of Conakry, which inherited the colonial, quasi-peninsular urban planning of Tombo—now the municipality of Kaloum—faces a paradoxical dual challenge. On the one hand, there is population growth and rapid, largely unplanned expansion; on the other, there is a scarcity of buildable land on a rugged peninsula. Under these conditions, city dwellers occupy marshy areas that leave them vulnerable to flooding. Drawing on Henri Lefebvre's theory of the social production of space, this article aims to understand the social processes and practices involved in the production of this risk. Using the “place effect” approach, the study employs a qualitative method based on 17 semi-structured interviews and direct non-participant observation in the Kobaya and Entag Marché 2 neighborhoods, involving local authorities and residents in May 2026. The results show that flooding results from a complex interaction between natural constraints, failures in urban governance, and spatial occupation practices. The acceleration of poorly planned urbanization has led to the occupation of the city's marshy outskirts and riverbeds, which social groups clog with waste and various materials used to construct living spaces, while public authorities respond only hesitantly and with stopgap measures. Although exposure to this risk cuts across traditional social divides in the neighborhoods studied, we observe socially differentiated levels of vulnerability and resilience. The most disadvantaged social groups report greater property damage and loss of life, and struggle more to recover from the disaster. This study thus calls for a reexamination of the concept of ecological inequalities and for integrating the restoration of natural areas with urban planning to reduce flood risk in Conakry.

Keywords: Conakry, flood risk, exposure, vulnerability, resilience

Introduction

Conakry, capitale de la République de Guinée, est une ville littorale dont les trois quarts du périmètre sont bordés par l'océan et les marigots. Cette configuration géographique, combinée à une topographie vulnérable, expose fortement la cité aux aléas climatiques, en particulier aux inondations (BAD 2022 : 12). Les études de cartographie des risques menées en 2020 confirment que plus de 14,71 % du territoire guinéen, incluant Conakry, sont très fréquemment touchés par ce phénomène (MEDD¹ 2024 : 39). Les stratégies nationales de réduction des risques de catastrophes (2024-2030) attribuent ces inondations à la montée des eaux de mer et des marigots sous l'effet des précipitations. À première vue, l'inondation apparaît comme une catastrophe naturelle, saisonnière, produite par les pluies diluviennes, relevant d'une « nature » entendue comme un ensemble de réalités extérieures à l'homme (Descola 2005 : 19).

Pourtant, cette lecture strictement naturaliste occulte le rôle des sociétés humaines dans la production du risque. Elle reconduit un dualisme ancien entre nature et société, que des auteurs comme Malm et Bissonnet (2017) ou Latour (1991, 2015) invitent à déconstruire. La notion d'hybridisme traduit ce brouillage des frontières : les catastrophes dites « naturelles » sont en réalité co-produites par des dynamiques sociales, économiques et techniques. Ulrich Beck (2001) distingue ainsi les dangers prémodernes, perçus comme des « coups du destin », des risques modernes, fruits des décisions humaines et externalités négatives du développement scientifique et technique. Dans ce cadre, les inondations relèvent de l'anthropocène, cette ère où l'action humaine imprime sa marque sur les processus physiques (Metzger & D'Ercole 2024 : 7).

À Conakry, cette anthropisation est manifeste. La ville abrite aujourd'hui 3 407 327 habitants (RGPH-4, 2025) sur une superficie de 308 km², dont 35 km² de zones inondables. Avec une densité de 11 063 habitants/km², les pratiques d'occupation de l'espace – notamment l'implantation dans des zones non constructibles – contribuent directement à la production du risque, défini comme « la conséquence aléatoire d'une situation sous l'angle d'une menace, d'un dommage possible » (Le Breton 1995 :3). Les eaux de ruissellement se déversent dans les habitations, aggravées par l'obstruction des circuits d'écoulement. Comme tout risque environnemental, l'inondation génère des effets inégaux sur les groupes sociaux (Malm 2017, *op. cit.*), ce qui invite à interroger les

1 MEDD : Ministère de l'Environnement et du Développement Durable

mécanismes de sa production et ses impacts différenciés sur les citoyens. C'est pourquoi la présente étude intitulée « La production sociale du risque d'inondation à Conakry (Guinée) : de l'exposition à une vulnérabilité socialement différenciée » a pour objectif de saisir les processus et mécanismes de production du risque d'inondation et ses effets sur les populations sinistrées.

Dans quelle mesure le risque d'inondation, conséquence de la fabrique de l'espace résidentiel à Conakry, révèle-t-il les inégalités sociales ? Telle est la question problématisée dans ce travail. Nous formulons deux hypothèses : (1) les difficultés d'accès à l'espace habitable conduisent à l'occupation des zones non constructibles, accentuant l'exposition au risque ; (2) les groupes sociaux les plus défavorisés sont à la fois les plus exposés et les plus vulnérables, avec une capacité de résilience limitée. Ces hypothèses seront confrontées aux données de terrain à travers l'analyse des trois dimensions constitutives du risque : l'exposition, la vulnérabilité et la résilience. L'exposition découle de l'occupation par des groupes sociaux de zones géographiques où ils sont susceptibles d'être affectés par les inondations. Elle ouvre la porte à l'étude de la vulnérabilité, entendue comme la propension à subir les dommages occasionnés par un aléa. La résilience apparaît comme la troisième phase de l'étude du risque, et renvoie à la capacité des individus et des collectifs à absorber le choc des inondations, à s'y adapter et à se réorganiser pour continuer à habiter des espaces pourtant exposés (Walker *et al.* 2004). Cette étude s'articule en trois étapes. Elle identifie d'abord les pratiques sociales contribuant à la production du risque d'inondation. Ensuite, elle analyse la situation de vulnérabilité des sinistrés et les formes de résilience à l'œuvre. Enfin, elle discute ces résultats en les confrontant aux hypothèses initiales et à la littérature.

1. Approche théorique et méthodologique

1.1 Cadre théorique

Pour analyser l'influence des pratiques sociales dans la survenue des inondations à Conakry, cette étude mobilise la théorie de la production sociale de l'espace de Henri Lefebvre (1974). Selon cette théorie, l'espace n'est pas une donnée naturelle ou un simple décor physique. Il est un produit social façonné par les rapports sociaux, économiques et politiques. Cette théorie repose sur trois dimensions indissociables, renvoyant à la triade spatiale :

-l'espace conçu ou les représentations de l'espace : c'est celui des urbanistes, architectes, géographes et du pouvoir public, que résument les plans, les cartes, les lois et les discours officiels. A ce titre, Conakry résulte d'une planification coloniale sur la presqu'île de Tombo, actuel centre

administratif de Kaloum, doté d'infrastructures d'assainissement et de drainage des eaux. Ce fut la concrétisation vers la fin du XIX^{ème} siècle de la « conception européenne d'une cité coloniale moderne » (Goerg, 1985 : 310), emprunte du mode de pensée dominant : celui d'une ville aérée et hygiéniste reposant sur les premières normes urbaines et architecturales (Kébé-Gangneux, 2016). Mais cette planification est aujourd'hui complètement déphasée du fait de la croissance démographique et son corollaire d'extension urbaine. Cette extension obéit moins à une planification rigoureuse, et fait peu de place à des ouvrages de drainage, favorisant ainsi le risque d'inondation.

-l'espace perçu ou la pratique spatiale : la réalité matérielle et quotidienne de l'espace, comprenant les mouvements quotidiens, les trajets, les lieux de travail et de vie, etc. Dès l'indépendance de 1958, la ville s'étend en dehors de la presqu'île suivant un double mouvement (Kébé-Gangneux, *op. cit.*). D'une part une extension vers la banlieue en passant par Gbessia et Hamdalaye, suivant un mode d'appropriation plurielle de l'espace (promotion privée, appropriation informelle et lotissements publics. D'autre part, s'en suit une urbanisation non planifiée dès les années 1980 à la faveur de la libéralisation économique et de l'exode rural. Les groupes sociaux les plus modestes, confrontés à un accès difficile au logement, occupent les périphéries urbaines jusqu'aux zones marécageuses. Nous verrons justement que ce sont ces zones qui sont les plus vulnérables au risque d'inondation.

-l'espace vécu ou les espaces de représentation : c'est l'espace approprié par ses habitants de façon subjective, affective et symbolique. Cette troisième dimension permet d'intégrer le vécu du risque d'inondation par les sinistrés et les stratégies individuelles et collectives de réponse. Il s'agit *in fine*, à partir de la théorie de la production sociale de l'espace, de saisir le risque d'inondation à Conakry comme le produit d'une interaction complexe entre planification urbaine, contraintes naturelles et pratiques d'appropriation spatiale.

1.2 L'approche par « effet de lieu » pour une étude qualitative dans deux quartiers de Conakry

Cette étude repose sur l'approche par « effet de lieu », se traduisant par une entrée par l'espace habité et approprié. Ce choix se justifie par une difficulté méthodologique majeure. Les données socio-économiques désagrégées à l'échelle des communes et des quartiers, déclinées en catégories analytiques telles que le niveau d'étude, le niveau de revenu ou la profession, demeurent

insuffisantes ou difficilement accessibles pour les quartiers étudiés à Conakry, ce qui limite les possibilités de comparaison. « L'entrée par l'espace permettra ainsi de caractériser socialement les habitants et de révéler les hiérarchies et les distances sociales qu'il exprime » (Fousséni 2021 : 63). Car l'espace habité fonctionne comme une sorte de symbolisation de l'espace social (Bourdieu 1993 :160). La démarche méthodologique repose sur une enquête qualitative dans deux quartiers, à savoir Kobaya dans la commune de Sonfonia et Entag marché 2 dans la commune de Tombolia. Ce choix découle du bilan des inondations de l'année 2025 (tableau N°1) réalisé par l'Agence Nationale de Gestion des Urgences et Catastrophes Humanitaires ([ANGUCH](https://anguch.gov.gn)), et publié sur son site internet le 1^{er} août 2025². D'après ce rapport, cinq communes sur les treize que compte Conakry depuis le nouveau découpage de 2024 sont les plus touchées, avec des cas de décès enregistrés.

Tableau N° 1 : Synthèse des décès enregistrés dans cinq communes de Conakry suite aux inondations de 2025

Communes	Effectif de la population	Nombre de décès	Incidence pour 100 000 habitants
Lambanyi	385 884	3	0,78
Matoto	257026	4	1,55
Ratoma	697 744	1	0,14
Sonfonia	310 474	1	0,32
Tombolia	373 424	6	1,61
Total		15	

Source : Réalisé par les auteurs à partir des données de l'ANGUCH et du RGPH-4, juillet 2026

Tout d'abord, quelques réserves peuvent être émises par rapport au bilan de l'ANGUCH, qui prend en compte les décès au 1^{er} août alors que le pic de la saison pluvieuse intègre tout ce mois. Il occulte ainsi des décès éventuels qui pourraient survenir après la date du rapport. Le tableau montre une

2 <https://anguch.gov.gn/2025/08/01/inondations-a-conakry-le-bilan-revu-a-la-hausse-languch-mobilisee-sur-le-terrain/>

incidence globalement faible de l'inondation sur les cinq communes. Notre objectif est de choisir deux communes parmi les trois plus touchées, notamment celles qui figurent aux deux extrémités du podium, afin de faciliter la comparaison. Il s'agit de Tombolia avec l'incidence la plus élevée, et de Sonfonia qui arrive en troisième position, après Matoto. Le choix d'un quartier en particulier à l'échelle de chaque commune a été déterminé par l'intensité de l'inondation et ses effets connus des habitants. Les responsables communaux et les habitants interrogés ont unanimement indiqué Entag marché 2 à Tombolia, et Kobaya à Sonfonia, comme les quartiers les plus atteints dans les deux communes. Par ailleurs, à l'intérieur de ces deux quartiers, nous avons procédé au choix de l'échelle d'analyse. En nous appuyant sur les chefs de quartiers, nous avons identifié deux secteurs les plus touchés dans chaque quartier. Ainsi ont été retenus, à Kobaya, les secteurs 4 Khabia et 5 Wondima, sur les sept qui compte le quartier, et à Entag marché 2, les secteurs Souaréa et bas-fond sur un total de cinq. C'est donc à l'échelle des deux quartiers et des quatre secteurs que dix-sept entretiens semi-directifs ont été réalisés, auprès des conseils de quartier et des habitants.

1.2 Choix raisonné des acteurs enquêtés et traitement thématique des entretiens

Les enquêtés ont été choisis de façon raisonnée, à partir de deux critères initiaux, le sexe et l'ancienneté, dans le secteur pour prendre en compte des hommes et des femmes ayant déjà vécu au moins une saison hivernale dans chaque quartier. Étaient en revanche exclus les résidents installés depuis moins d'une saison des pluies ainsi que les personnes ne résidant pas de façon permanente dans le secteur. Le repérage des enquêtés a été assuré par les chefs de secteur (interrogés par ailleurs en tant qu'informateurs clés), qui ont orienté les enquêteurs vers les ménages jugés éligibles avant que ceux-ci ne sollicitent directement leur participation ; 13 hommes et 4 femmes ont ainsi été enquêtés dans les deux quartiers (tableau N° 2). Ce mode de sollicitation, s'il a facilité l'accès au terrain, comporte un risque de biais de sélection lié à l'intermédiation des chefs de secteur, susceptibles d'orienter le choix vers des ménages qui leur sont proches ou favorables à leur autorité, au détriment des habitants les plus marginalisés. Ce biais potentiel a été atténué par la diversification des profils sollicités (âge, sexe, ancienneté), mais ne peut être totalement écarté et doit être pris en compte dans l'interprétation des résultats.

Tableau N° 2 : Répartition des enquêtés par quartier et par sexe.

Quartiers	Hommes	Femmes	Total
Kobaya	7	2	9
Entag marché 2	6	2	8
Total	13	4	17

Source : Réalisé par les auteurs, enquête de terrain, juillet 2026

Cet échantillon fait apparaître des différences dans les profils socio-économiques et le statut d'occupation (tableau N°3). Des ouvriers, des commerçants ainsi que des fonctionnaires en activité ou à la retraite ont été enquêtés. Leur tranche d'âge varie de 25 à 60 ans.

Tableau N°3 : Répartition des enquêtés par quartier et par statut d'occupation

Quartiers	Propriétaires	Locataires	Total
Kobaya	6	3	9
Entag marché 2	5	3	8
Total	11	6	17

Source : Réalisé par les auteurs, enquête de terrain, juillet 2026

La sous-représentation des femmes dans l'échantillon (4 enquêtées sur 17) tient pour l'essentiel aux conditions concrètes de l'enquête : la sollicitation, opérée par l'intermédiaire des chefs de secteurs, a surtout orienté vers des chefs de ménage, majoritairement des hommes, et la disponibilité des femmes aux heures d'enquête s'est révélée moindre. Ce déséquilibre constitue une limite de l'étude : les pratiques de vulnérabilité et de résilience spécifiquement portées par les femmes, telles que la gestion domestique de l'eau, la mise à l'abri des enfants et des biens ou la remise en état du logement après les crues, sont vraisemblablement sous-documentées, et les résultats reflètent d'abord le point de vue des hommes chefs de ménage.

Enfin, des observations directes non participantes ont également été menées dans ces quartiers, permettant de comparer les secteurs les plus exposés aux inondations et ceux qui le sont moins. Les entretiens et les données recueillies par observation ont fait l'objet d'une analyse thématique manuelle. Celle-ci a été conduite à partir d'une grille de codage élaborée de manière mixte,

combinant des thèmes déduits de la question de recherche et des hypothèses, et des thèmes émergeant du corpus. La grille s'organise en cinq thèmes principaux, déclinés en sous-thèmes : la localisation résidentielle (occupation des bas-fonds et des exutoires de l'eau, position en amont ou en aval) ; les caractéristiques sociales de l'espace (type d'habitat, état de la voirie, ouvrages de drainage) ; les pratiques d'occupation spatiale (remblai, construction en zone marécageuse, gestion des déchets) ; les défaillances de l'action publique (assainissement, urbanisme, gestion des urgences) ; et les stratégies d'adaptation (initiatives individuelles, caritatives et publiques). Le codage a été appliqué de façon identique aux deux quartiers, afin de permettre une comparaison systématique, secteur par secteur, des facteurs et des effets des inondations. La triangulation méthodologique a consisté à confronter, pour chaque thème, les discours institutionnels, les expériences vécues rapportées en entretien et les réalités observées sur le terrain, les données d'observation servant à corroborer ou à nuancer les déclarations des enquêtés. Les cas divergents n'ont pas été écartés : les témoignages minorant le rôle des inégalités sociales dans l'exposition ont été analysés comme des indices de la dissociation entre exposition et vulnérabilité, et ont contribué à nuancer l'hypothèse initiale. Cette démarche a permis de saisir la manière dont les inondations révèlent et accentuent les rapports d'inégalités socio-spatiales dans la ville de Conakry.

2. RÉSULTATS

2.1 La production du risque d'inondation entre contraintes naturelles et fabrique de l'espace habitable

Notre étude montre que les inondations résultent de l'interaction entre contraintes naturelles, urbanisation, obstruction des exutoires et gouvernance urbaine. Les caractéristiques socio-physiques de la ville, forte densité humaine dans une presqu'île accidentée, entraînent une pression foncière et une occupation des exutoires de l'eau. Comme dans l'ensemble de la ville, la plupart des berges de l'exutoire de « Dixinn Bora » sont occupées par des habitations (ONU Habitat 2020 : 39). Plusieurs quartiers se situent sur une longue crête avec des pentes de part et d'autre, évoluant vers les bas-fonds. Ces pentes ceignent la ville de Conakry, de Kaloum à Forécariah au sud, et aussi de Kaloum à Dubréka au nord. Ainsi « les ruissellements qui quittent les hauteurs se dirigent vers ces zones qui se trouvent obstruées par l'occupation anarchique des bas-fonds »³.

³ Brahima Sory BAH, « Occupation anarchique sur les bas-fonds à Conakry : une réelle menace de la biodiversité », publié dans le Journal Univers sciences du 24 novembre 2022, en ligne, consulté le 8 juin 2026.

L'occupation de ces zones marécageuses explique dans une large mesure la récurrence des inondations. Les quartiers Kobaya et Entag marché 2, parmi les plus touchés à Conakry, présentent une localisation semblable, marquée par l'occupation des lits de cours d'eau et des bas-fonds. Kobaya est situé du côté bas de la ville sur l'axe le Prince, que traversent toutes les eaux pluviales provenant de la hauteur avant de se déverser dans la mer. Il s'agit d'une plaine côtière bordée par une zone marécageuse qui absorbe la crue pour protéger le quartier de l'inondation. Ce quartier est subdivisé en sept secteurs, et les secteurs 4 et 5 apparaissent plus exposés en raison d'abord de leur extension sur le lit du marigot éponyme. Cette caractéristique est partagée par Entag marché 2, dans la commune de Tombolia, limité à l'ouest par le quartier Kissoso, le long de la rivière. Il est situé en aval des quartiers Entag marché 1, Sonfonia centre, Dabompa Plateau, et reçoit les eaux de ruissellement drainées depuis l'amont. Le quartier s'étend également sur une zone marécageuse. Il est subdivisé en cinq secteurs dont le plus exposé porte une toponymie, « secteur bas-fond », révélatrice de l'occupation d'une zone dont la fonction naturelle est d'absorber la crue pour le protéger des inondations. Par ailleurs, ce quartier est confronté à une carence en ouvrages d'assainissement, rendant son accès difficile même pour les piétons. Il n'existe ni rues carrossables, ni caniveaux d'évacuation des eaux de ruissellement, contrastant avec le quartier voisin d'Entag marché 1, situé plus en amont.

Si les quartiers Kobaya et Entag marché 2 sont construits sur l'exutoire de l'eau, l'exposition plus prononcée des secteurs 4 Khabia et 5 Wondima à Kobaya, et du secteur bas-fond à Entag marché 2, témoigne des pratiques de fabrique de l'espace habitable sur des sites inondables. Des promoteurs immobiliers y construisent maisons et immeubles, transformant ces marécages en quartiers résidentiels. Par ailleurs, au-delà de la fabrique de l'espace, l'exutoire de l'eau, notamment le lit du marigot de Kobaya, est le réceptacle de déchets. Dans un contexte où la gouvernance des déchets présente des défaillances, les ménages non abonnés aux services de pré-collecte y jettent leurs déchets quotidiennement (figure N°1).

Figure N° 1 : Le lit du marigot de Kobaya ceinturé par la construction d'habitations



Cliché : Les auteurs, enquête de terrain, secteur 5 Wondima, Kobaya, mai 2026

L'occupation du lit de marigot apparaît comme le principal facteur des inondations dans les secteurs 4 et 5 de Kobaya, et même dans le secteur bas-fond à Entag marché 2.

C'est l'occupation de l'entreprise de la rivière. Auparavant, la rivière qui sépare Fossider à Kobaya était navigable, nous y transportions du riz dans les pirogues, sans problème. Aujourd'hui avec la croissance démographique, on observe une occupation anarchique du lit de la rivière, la construction des habitations sur la berge de la rivière, le jet de déchets dans la rivière.

(Homme, 45 ans, secteur 5 Wondima, entretien du 22 mai 2026 à Kobaya).

Cet extrait met en évidence des pratiques d'occupation spatiale anarchique, occultant les normes. La technique usuelle consiste en un remblai conséquent du marécage, et une fondation souvent solide pour se préserver des inondations. Cela se traduit par une construction massive en hauteur, comme bouclier contre les vagues d'eau qui déferlent en période d'hivernage.

Les inondations apparaissent ainsi comme la résultante de l'interaction entre contraintes naturelles, défaillance de la gouvernance urbaine et pratiques sociales.

2.2 Une exposition généralisée au risque d'inondation dans les quartiers étudiés

Les inondations surviennent à Conakry à chaque saison pluvieuse. La presse locale, nationale et internationale s'en fait l'écho. L'année 2025 a fait son lot de dégâts, effondrement de maisons, destruction de biens. L'étude repose sur l'hypothèse selon laquelle les populations socialement défavorisées constituent les groupes les plus exposés aux inondations. Toutefois, les résultats des enquêtes de terrain conduisent à nuancer cette perspective. Le risque d'inondation concerne des ménages appartenant à différentes catégories socio-économiques, qu'ils soient aisés ou modestes. L'exposition au risque apparaît ainsi relativement généralisée.

Les entretiens réalisés auprès des acteurs locaux confirment ce constat, comme l'explique un responsable de quartier :

Dans le quartier, ceux qui sont installés dans les bas-fonds sont victimes et ceux qui sont sur les terres fermes ne sont pas exposés. Ce n'est donc pas une question de riche ou de pauvre. Parmi ceux qui ne sont pas victimes, il y a des riches comme il y a des pauvres. Parmi les victimes aussi, il y a des riches comme des pauvres.

(Homme, 60 ans, entretien du mois de mai 2026)

Ce témoignage met en évidence le rôle déterminant de la localisation résidentielle dans l'exposition aux inondations. Celle-ci est principalement conditionnée par l'implantation des habitations dans des zones topographiquement défavorables, notamment les bas-fonds et les espaces situés sur les trajectoires naturelles d'écoulement des eaux. C'est que le risque d'inondation frappe la ville, partout où les pratiques d'occupation des zones marécageuses sont observées. En prélude à la saison pluvieuse de 2026, le Ministère de l'Assainissement, de l'Hydraulique et des Hydrocarbures (MAHH) a organisé une séance de travail avec l'ANGUCH le samedi 23 mai 2026⁴. L'objectif est de présenter le rapport d'évaluation des risques d'inondation dans le Grand Conakry ainsi que dans certaines localités de la région de Kindia. Même si nos recherches ne nous ont pas permis de mettre la main sur ce rapport et d'en saisir la méthodologie de collecte des données, afin de les discuter, les résultats présentés permettent d'avoir une cartographie des zones à risque face aux inondations. Le rapport indique 120 sites critiques recensés dans les zones étudiées, dont 119 classés à risque

⁴« Saison des pluies 2026 : près de 5 900 ménages exposés aux inondations », article publié dans [Guinee114.com](https://guinee114.com), le 23 mai 2026.

élevé. Ces zones exposeraient directement près de 5 891 ménages, soit environ 35 000 personnes, aux conséquences des inondations. Ces sites sont répartis dans au moins 7 des 13 nouvelles communes de Conakry. L'ancienne commune de Ratoma, aujourd'hui subdivisée en trois (Ratoma, Sonfonia et Lambanyi) est une zone historiquement vulnérable en raison de l'urbanisation anarchique, de l'obstruction des canaux de drainage et de l'occupation des zones marécageuses. Les mêmes pratiques sont réelles dans les communes de Matoto, Gbessia et Tombolia, qui forment l'ancienne entité territoriale décentralisée de Matoto. L'on y observe également l'obstruction des caniveaux, le débordement récurrent des cours d'eau, tout comme sur l'axe de Coyah et dans la commune de Manéah, zone périphérique bordée de cours d'eau. Ces derniers sortent régulièrement de leurs lits occupés en partie à cause d'une urbanisation en pleine expansion.

2.3. La vulnérabilité socialement différenciée face au risque d'inondation dans les quartiers étudiés

2.3.1 De Kobaya à Entag marché 2 : la vulnérabilité à l'inondation accentuée par la précarité des ménages

Si l'exposition au risque d'inondation traverse les clivages socio-économiques, comme indiqué dans la section précédente, elle ne se traduit pas pour autant par une égalité des conditions face au désastre. C'est précisément à l'échelle fine de l'habitat et du voisinage que se donne à lire le contraste social des zones inondables. L'observation comparée de Kobaya et d'Entag marché 2 révèle comment une même contrainte environnementale (l'installation en zone inondable) produit des trajectoires de vulnérabilité radicalement inégales selon les ressources des ménages.

Cette tendance est également observée à une échelle plus fine des quartiers. En l'absence de données socio-économiques, l'observation directe et l'analyse comparative des secteurs les plus touchés par les inondations dans chaque quartier étudié permettent de dégager des indicateurs de disparités sociales. Nous avons choisi comme indicateurs, l'état de la voirie interne, l'existence d'ouvrages de drainage d'eau, l'état des caniveaux, le type d'habitat, l'existence ou non d'eau stagnante pendant la pluie. Ces caractéristiques de l'espace sont complétées par une analyse du profil des ménages. Les indicateurs comme la taille des ménages, la catégorie socio-professionnelle du chef de ménage, son niveau de revenu, le niveau d'équipement domestique, l'abonnement au service de collecte des déchets, etc. , sont pris en compte. Deux types de secteur se dégagent de l'analyse de ces indicateurs. D'un côté les secteurs favorisés constitués d'infrastructures

d'assainissement, de logements de haut standing et composés de cadres supérieurs et de chefs d'entreprise. De l'autre, les secteurs défavorisés caractérisés par un bâti précaire et/ou délabré, une absence d'infrastructures d'assainissement et une population évoluant essentiellement dans le secteur informel. Aucun de ces secteurs ne présente une homogénéité sociale parfaite, c'est la tendance générale qui est le critère déterminant de notre catégorisation (tableau N° 4).

A Kobaya, la comparaison entre les secteurs 4 Khabia et 5 Wondima, qui occupent tous deux un même bas-fond remblayé, révèle une disparité sociale en faveur du secteur 5. Celui-ci présente la plupart de ses rues asphaltées, avec des ouvrages de drainage des eaux de ruissellement. La majorité des bâtiments sont solides, avec un modèle dominant de maisons à deux étages. Sur le plan humain, on observe un mélange social avec une prédominance de profils favorisés constitués de fonctionnaires et de chefs d'entreprises. Les catégories les moins favorisées sont représentées par des ouvriers, d'origine sierra léonaise pour la plupart, servant de main-d'œuvre sur les chantiers de construction de logements, ou dans les petites et moyennes entreprises (PME) de pré-collecte des déchets. On y retrouve également des ménages modestes occupant leur parcelle ou des bâtiments non achevés appartenant à des propriétaires plus nantis.

En revanche, le secteur 4 est plus défavorisé. L'habitat précaire y est dominant dans un espace dont les rues sont en terre battue et non asphaltées, et marquées par des tas d'ordures par endroit. Il n'y existe pas d'ouvrages de drainage d'eau de ruissellement. Des flaques d'eau persistent pendant la saison pluvieuse. On note toutefois la présence d'immeubles de haut standing avec un système autonome d'approvisionnement en eau. On y rencontre des ménages de grande taille, comme celui de ce maçon divorcé, habitant dans une maison de quatre pièces, avec sa mère et ses neuf enfants. Si le secteur 4 est défavorisé par rapport à Wondima, le secteur bas-fond du quartier Entag marché 2 l'est encore plus. Il présente un cadre matériel encore plus dégradé, marqué par une carence dans les ouvrages d'eau et d'assainissement, des rues impraticables, des maisons endommagées, etc. Les habitants de ce secteur sont essentiellement des artisans et ouvriers relevant du secteur informel, vivant dans des ménages de grande taille, comme celui de ce maçon polygame, vivant avec ses deux femmes et huit enfants.

Tableau N° 4 : Comparaison des caractéristiques physiques et sociales des secteurs étudiés

Quartiers	Secteurs	Caractéristiques physiques et infrastructures	Composition sociale
Kobaya	Secteur 4 Khabia	Rues en terre battue et non asphaltées, persistance de flaques d'eau, présence de tas d'ordures par endroit, absence d'ouvrages de drainage d'eau, quelques immeubles de haut standing, système autonome d'approvisionnement en eau, Présence de logements précaires (pas de cuisine, peu d'espace, maison très basse, parfois une seule pièce chambre-salon)	Présence importante d'artisans et d'ouvriers, ménages de grande taille, vivant parfois dans deux pièces, présence de propriétaires terriens
	Secteur 5 Wondima	1. Rues asphaltées, ouvrages de drainage des eaux de ruissellement, bâtiments solides avec un modèle dominant de maisons à deux étages	Prédominance de chefs d'entreprise et de fonctionnaires, zone en chantiers avec présence d'ouvriers étrangers
Entag marché 2	Secteur Souaréa	Terrain accidenté, bâtiments délabrés, rues en terre battue et non asphaltées, ouvrage de drainage d'eau en construction.	Ménages défavorisés, ménages de grande taille
	Secteur bas-fond	Rues non carrossables, maisons endommagées, absence d'ouvrages de drainage d'eau	Prédominance d'artisans et d'ouvriers, ménages de grande taille

Source : les auteurs, enquête de terrain mai 2026, juillet 2026

Malgré un profil social différencié entre les quatre secteurs étudiés, les inondations les touchent indistinctement en raison de leurs caractéristiques physiques communes. Si l'eau atteint indistinctement ces habitations, la forme bâtie, elle, traduit déjà l'écart social. Le cas d'Entag marché 2 prolonge ce constat à l'échelle interquartiers. Situé en contrebas, le secteur bas-fond y reçoit les eaux de ruissellement drainées depuis Entag marché 1, Sonfonia et Dabompa Plateau ; l'inondation y a coûté, selon le secrétaire administratif du quartier, « six personnes décédées »

l'année précédente. Le contraste avec le quartier voisin d'Entag marché 1, établi sur les terres hautes, est saisissant. Son habitant, négociant en import-export entre la France et l'Angleterre, déclare :

Je suis serein. Je n'ai pas de crainte particulière puisque notre quartier n'est pas exposé à ces inondations.

(Homme, 40 ans, entretien du 17 mai 2026)

À la sérénité du haut répond l'angoisse du bas. Cette bipolarisation se rejoue à l'intérieur même du quartier sinistré, exposant davantage ceux qui sont en bas, confrontés à l'eau qui descend.

A l'intérieur de chaque secteur, l'observation directe révèle, d'un côté, des villas de haut standing : logement solide, d'un standing élevé, maison à étage. De l'autre, des logements précaires : pas de cuisine, peu d'espace, maison très basse, parfois une seule pièce chambre-salon abritant sept personnes, ou des ménages implantés dans le lit d'un point d'eau faiblement remblayé (figure N°2).

Figure N° 2 : habitation précaire située dans une zone inondable à Kobaya



Cliché : Les auteurs, enquête de terrain à Kobaya, mai 2026

En période pluvieuse, l'accès aux différents secteurs est rendu difficile pour toutes les catégories sociales, avec des risques d'accidents induits notamment par l'invisibilité des abords de la chaussée et des caniveaux à ciel ouvert.

Toutefois, le degré de vulnérabilité suit le gradient socio-économique. Cela s'observe à l'échelle même de chaque secteur. Ce sont les ménages les plus défavorisés qui subissent le plus les dommages occasionnés par les inondations. Ils déclarent plus souvent des pertes matérielles. Dans chacun des quatre secteurs, les dommages concernent la dégradation des biens mobiliers et électroménagers, la chute des bâtiments construits en matériaux précaires. L'inondation y dégrade non seulement le bâti, mais les conditions élémentaires d'existence, jusqu'au sommeil et à la santé, l'humidité persistante nourrissant le paludisme. Cette vulnérabilité différentielle se traduit également dans les pertes en vies humaines. C'est justement dans le secteur bas-fond, le plus précaire des quatre étudiés, que les six décès liés aux inondations de la saison 2025 ont été enregistrés.

De Kobaya à Entag marché 2, le même mécanisme se vérifie : l'inondation ne crée pas tant l'inégalité qu'elle la révèle et l'amplifie. L'exposition à l'aléa, dictée par l'occupation des bas-fonds et zones inondables, transcende les classes ; mais la capacité à anticiper, à se protéger et à se relever demeure étroitement déterminée par la position sociale.

2.3.2 La résilience entre initiatives individuelles, caritatives et politiques

Face à la récurrence des inondations, les habitants des quartiers de Kobaya et d'Entag marché 2 ne demeurent pas dans une posture de résignation. La menace saisonnière suscite, au contraire, un ensemble de réponses que l'on peut rassembler sous la notion de résilience. Cette résilience ne procède toutefois pas d'une stratégie d'ensemble coordonnée. Elle se déploie de manière fragmentée, à la croisée de trois registres d'initiatives : individuelles, caritatives et politiques (Tabl.5). Leur articulation, autant que les déséquilibres, prolonge et révèle les inégalités socio-spatiales déjà mises en évidence.

À l'échelle domestique, la première ligne de défense est portée par les ménages eux-mêmes. Privés d'un aménagement urbain protecteur, les habitants déploient des stratégies d'adaptation qui visent moins à conjurer l'inondation qu'à en limiter les effets. La technique la plus répandue consiste à remblayer le terrain marécageux et à surélever les constructions au moyen de fondations conséquentes (Figure N°3), la maison se dressant alors comme un bouclier contre les vagues d'eau

qui déferlent en période d'hivernage. L'espace vécu des sinistrés intègre donc la catastrophe et tend vers la normalisation du risque.

Figure N° 3 : un habitat en dur à Kobaya protégé contre les inondations



Cliché : Les auteurs, enquête de terrain, mai 2026

À ces aménagements lourds s'ajoutent des gestes plus modestes : rehaussement des seuils, évacuation préventive des biens et des documents administratifs, mise à l'abri des enfants, voire une simple préparation morale et matérielle « selon les moyens » de chacun à l'approche de la saison des pluies.

Or ces initiatives individuelles sont elles-mêmes socialement différenciées. La capacité à remblayer, à bâtir en hauteur ou à reconstruire après un sinistre suppose des ressources dont tous ne disposent pas. Les ménages les plus aisés transforment durablement leur cadre bâti pour s'en préserver, tandis que les plus modestes, contraints d'occuper les abords immédiats de la rivière et les bas-fonds par nécessité économique, ne peuvent opposer aux crues que des dispositifs précaires et répétitivement détruits. Les dépenses récurrentes de réparation pèsent alors lourdement sur des budgets déjà fragiles et enferment ces ménages dans un cycle d'appauvrissement. La résilience individuelle est d'ailleurs très limitée à l'espace domestique et a une visée de sauvegarde des biens mobiliers et immobiliers, sans réel effet sur le risque d'inondation.

Là où les capacités individuelles s'épuisent, en l'absence de l'entraide de voisinage, l'intervention d'organisations humanitaires telles que la Croix-Rouge constitue un deuxième registre de résilience. Les aides distribuées aux sinistrés, les opérations de recensement des victimes et les visites à domicile sont unanimement appréciées par les enquêtés. Ce registre demeure néanmoins de nature essentiellement palliative : il intervient après la catastrophe, soulage ponctuellement les victimes sans agir sur les causes structurelles du risque, et reste tributaire d'une mobilisation conjoncturelle qui s'estompe une fois l'urgence passée.

Le troisième registre est celui de l'action publique. Les pouvoirs publics ne sont pas absents, et portent une action qui allie sensibilisation et aménagement des ouvrages de drainage d'eau. En prélude à la saison pluvieuse de 2026, la cartographie des zones à risque, réalisée par l'ANGUCH, a permis d'engager des travaux de canalisation dans les quartiers exposés.

Tableau N° 5 : Synthèse des trois registres de résilience

Registres	Acteurs	Actions	Temporalité	Portée/Limites	Effets sur la réduction du risque
Individuel	Ménages	Remblai du terrain marécageux, surélévation des constructions, rehaussement des seuils, évacuation préventive des biens et documents administratifs, mise à l'abri des enfants	Avant et après l'inondation	Actions limitées à l'échelle domestique et à visée de sauvegarde de biens mobiliers et immobiliers, mais aussi de la vie des enfants	Aucun effet sur le risque d'inondation
Caritatif	Organisations humanitaires (Croix rouge)	Recensement des victimes, distribution d'aides alimentaires et matérielles, visites à domicile	Après la catastrophe	Actions limitées aux sinistrés à l'échelle des ménages	Action palliative sans effet sur le risque

Action publique	Institutions publiques	Cartographie des zones à risque, sensibilisation des habitants, aménagement des ouvrages de drainage d'eau	Après la catastrophe et à l'annonce de la saison des pluies	À l'échelle de la ville, actions palliatives	Effets limités sur le risque
-----------------	------------------------	--	---	--	------------------------------

Source : Les acteurs, enquête de terrain, mai 2026

Toutefois, les habitants perçoivent ces interventions comme des réponses d'urgence, déclenchées après les drames plutôt qu'en anticipation. La gestion du risque apparaît ainsi davantage réactive que préventive. Les chantiers eux-mêmes nourrissent l'inquiétude : plusieurs enquêtés redoutent que des ouvrages inachevés ne fassent que déplacer le problème vers d'autres secteurs du quartier. L'action publique s'organise également autour de la restauration des exutoires naturels et artificiels des eaux. Au curage partiel des lits de marigots s'ajoute le nettoyage des caniveaux. Le résultat est saisissant et traduit l'ampleur de l'action humaine obstruante. Des tonnes de déchets sorties des marigots et des caniveaux jonchent les artères de la ville, très visibles sur le tronçon Lambanyi Sonfonia, et attendent d'être évacuées. Des habitants se mobilisent également par endroit pour suppléer au service public absent. Ils nettoient les caniveaux qui longent leurs habitations ou commerces, mais partout les déchets boueux attendent. Et la pluie vient encore les replacer dans une action et réaction sans fin.

C'est pourquoi les attentes des habitants se cristallisent sur des solutions structurelles et durables : construction de caniveaux, aménagement des voies d'accès, drainage complet des eaux vers la rivière et planification urbaine cohérente. Pour les enquêtés, la réduction durable du risque ne saurait reposer sur la seule débrouillardise des ménages, ni sur l'aide ponctuelle aux sinistrés, encore moins sur l'action publique hésitante et palliative, mais suppose un engagement préventif durable des autorités.

3. Discussion

Les résultats de l'enquête invitent à interpréter les inondations non pas comme le simple produit d'un aléa naturel affectant sélectivement les populations les plus pauvres, mais comme le résultat d'une articulation complexe entre facteurs environnementaux, dynamiques d'urbanisation, modes d'occupation de l'espace et insuffisances de la gouvernance urbaine. Dans cette perspective, les

inégalités observées relèvent davantage de la configuration spatiale du territoire que des seules disparités socio-économiques.

Les résultats qui précèdent invitent d'abord à interpréter l'inondation à Conakry comme une co-production entre la société et la nature. À l'ère de l'anthropocène, elle ne peut plus être perçue comme une simple catastrophe naturelle : les frontières entre dynamiques naturelles et pratiques sociales s'imbriquent, imposant de rompre avec la dichotomie nature/société. La théorie de l'acteur-réseau (TAR), développée dans le cadre de l'anthropologie symétrique (Latour 1991, *op.cit.*), permet ainsi d'envisager les inondations comme un assemblage d'actions dynamiques des humains (activités économiques et sociales, services de secours, plans de prévention, etc.) et des non-humains (zones humides, cours d'eau, pluie, etc.). Les « actants » non humains agissent, poussent au déplacement, forcent les politiques publiques ; la notion de symétrie impose de les traiter au même titre que les acteurs humains. Les pratiques de fabrique de l'espace habitable en zone inondable observées à Kobaya et à Entag marché 2 rejoignent par ailleurs les constats faits à Mopti au Mali (Dorrier-Apprill 2002) et à Cotonou au Bénin (Fousséni 2018, *op. cit.*).

Ces résultats conduisent ensuite à un retour sur l'hypothèse initiale. Son volet relatif à une exposition plus forte des groupes défavorisés est infirmé par le terrain : dans les quartiers étudiés, l'exposition au risque d'inondation apparaît socialement indifférenciée, dictée par l'occupation des bas-fonds et des exutoires de l'eau plutôt que par la seule position sociale. Ce constat rejoint la thèse d'une généralisation des risques environnementaux qui transcendent le clivage social classique (Beck 2001, *op.cit.*), et invite à nuancer les approches des inégalités environnementales ou écologiques qui, d'origine états-unienne en termes d'injustice environnementale, postulent une exposition racialement et socialement différenciée des groupes sociaux aux risques environnementaux en défaveur des plus défavorisés (Bullard 1992 ; Theys 2005).

En revanche, le volet relatif à la vulnérabilité est confirmé : celle-ci suit le gradient socio-économique, à l'échelle des quartiers comme à celle des secteurs. Conformément à l'approche par « effet de lieu », l'espace physique habité retraduit l'espace social : être « en bas » désigne simultanément une position géographique et une condition sociale. L'habitat fonctionne dès lors comme une symbolisation de l'espace social (Bourdieu 1993) : la villa surélevée et le taudis inondé, voisins dans un même bas-fond, donnent à voir, dans l'épreuve commune de l'eau, la distance qui sépare ceux qui peuvent transformer leur environnement de ceux qui ne peuvent que le subir. Le

risque environnemental agit ainsi comme un révélateur des fractures socio-spatiales dans la ville. Ce constat rejoint la double acception de la vulnérabilité, à la fois dépendante du contexte de survenance de l'aléa et porteuse d'effets inégaux selon les catégories sociales (Rudolphe 2010), ainsi que les travaux établissant que les plus pauvres subissent de façon disproportionnée les catastrophes : sur la période 1973-2002, 96 % des décès liés aux catastrophes naturelles sont recensés dans les pays dont l'indice de développement humain est inférieur à 0,8 (Thouret & Léone 2003).

Enfin, la résilience observée relève davantage d'une logique de suppléance que d'une stratégie coordonnée de réduction du risque : les initiatives individuelles, socialement différenciées, reconduisent les écarts préexistants ; l'action caritative demeure palliative ; l'action publique, réactive plus que préventive. Ces enseignements doivent toutefois être appréciés au regard des limites de l'étude — deux quartiers et quatre secteurs, dix-sept entretiens marqués par une faible représentation féminine — qui circonscrivent la portée des résultats aux terrains étudiés et appellent des travaux complémentaires.

Conclusion

Nous avons questionné dans cette réflexion la production sociale du risque d'inondation dans la ville de Conakry, et mis en exergue comment la fabrique de l'espace habitable dans une presqu'île accidentée et densément peuplée se traduit par l'occupation systématique de zones marécageuses et des exutoires naturels et artificiels de l'eau. Malgré les limites méthodologiques de cette étude, reposant sur 17 entretiens semi-directifs dans deux quartiers de Conakry, un biais dans la sélection de l'échantillon marqué par une sous-représentation des femmes, elle apporte un nouvel éclairage sur le risque d'inondation. Si l'exposition à celui-ci est généralisée dans les quartiers étudiés, la vulnérabilité sociale est plus différentielle et dénote de mécanismes complexes de localisation résidentielle en lien avec les positions sociales. Ce résultat invite à un retour sur notre hypothèse initiale : son volet relatif à une exposition plus forte des groupes défavorisés est infirmé par le terrain, tandis que son volet relatif à une vulnérabilité et à une résilience socialement différenciées est confirmé. À l'intérieur des quartiers étudiés, deux pôles socio-spatiaux se dégagent : d'un côté les gens « d'en haut » occupant les meilleurs espaces habitables, et appartenant à des classes sociales plus favorisées ; et de l'autre ceux « d'en bas », vivant au cœur des marécages et avec une protection dérisoire contre les vagues d'eau, en un mot les habitants les plus précaires. Ce sont ces derniers qui subissent le plus les effets des inondations en termes de pertes matérielles et même humaines. C'est que le risque d'inondation à l'échelle des quartiers révèle in fine l'inscription spatiale des inégalités sociales. Cette étude amène donc à relire le concept d'inégalités écologiques qui postule une exposition disproportionnée des groupes sociaux défavorisés aux risques environnementaux. Or, on l'a montré, dans les quartiers étudiés, l'exposition à l'inondation est socialement indifférenciée, appelant à une nouvelle posture face à ces risques environnementaux, qui traversent dorénavant les classes sociales (Beck, 2001, op. cit.). Leur réduction passe par la nécessité de replacer la nature au cœur des sociétés humaines et de rompre avec la dichotomie à l'origine des tergiversations. La lutte contre le risque d'inondation à Conakry doit résulter de la restauration des espaces naturels, combinée à un schéma d'urbanisme cohérent.

BIBLIOGRAPHIE

- BAD, 2022. Étude de diagnostic urbain de Conakry, Guinée, Fonds de développement urbain et municipal, 76 p.
- BECK Ulrich, 2001. *La société du risque: sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Flammarion, 521 p.
- BOURDIEU Pierre, 1993. « Effets de lieu », dans BOURDIEU Pierre, *La misère du monde*, Paris, Editions du Seuil, p.159-167.
- BULLARD Robert, 1992. *Dumping in Dixie: Race, Class and Environmental Quality*, 3rd Edition, Westview Press, 256 p.
- DESCOLA Philippe, 2005. *Par-delà nature et culture*, Paris, Gallimard (Bibliothèque des sciences humaines), 623 p.
- DORRIER-APPRILL, 2002. « Gestion de l'environnement urbain et municipalisation en Afrique de l'Ouest : le cas de Mopti (Mali) », *Autrepart*, n° 21, p. 119-134.
- FOUSSENI Taofick Raoul, 2018. *Les inégalités écologiques à l'aune du choléra. Les villes africaines à l'exemple de Cotonou*, Paris, L'Harmattan, 374 p.
- FOUSSENI Taofick Raoul, 2021. « Étudier la ségrégation urbaine à Cotonou (Bénin) : des limites d'une analyse statistique à l'approche par « effet de lieu », dans DHAHER Najem, *Ville et principes d'égalité en Afrique*, Presses académiques francophones, p.61-80.
- GOERG Odile, 1985. « Conakry: un modèle de la ville coloniale française? Règlements fonciers et urbanisme, de 1885 aux années 1920 », *Cahiers d'études africaines*, vol. 25, n° 99, Ségrégation spatiale, ségrégation sociale. p. 309-335, URL : http://www.persee.fr/doc/cea_0008-0055_1985_num_25_99_1733, consulté le 18 septembre 2016.
- KEBE-GANGNEUX, 2016, « Quand les citadins font et défont la ville à Conakry : le droit à l'espace », *Environnement Urbain / Urban Environment* [En ligne], Volume 10, mis en ligne le 04 avril 2017, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/eue/1463>.
- LATOUR Bruno, 1991. *Nous n'avons jamais été modernes*, Paris, La Découverte.
- LATOUR Bruno, 2015. *Face à Gaïa. Huit conférences sur le Nouveau Régime Climatique*, Paris, La Découverte, coll. « Les Empêcheurs de penser en rond » 398 p.
- LE BRETON David, 1995. *Sociologie du risque*, Paris, PUF, (que sais-je).
- LEFEBRE, Henri, 1974. *La Production de l'espace*, Paris, Anthropos.

- MALM Andreas & BISSONNET Jean-François, 2017. « Nature et société », Actuel Marx Premier semestre , n°61, Marxismes Écologiques, p. 47-63.
- MALM Andreas, 2017. *L'anthropocène contre l'histoire. Le réchauffement climatique à l'ère du capital*, La Fabrique, 242 p.
- MEDD, 2024. Stratégie nationale de réduction des risques de catastrophes 2024 -2030, Guinée, 125 p.
- METZGER Pascale & Robert D'Ercole, 2024. « Les risques en milieu urbain : éléments de réflexion », *EchoGéo* [En ligne], consulté le 09 octobre 2024. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/12640>.
- ONU Habitat, 2020. Analyse des profils et espaces publics de Conakry. Programme de développement urbain et d'assainissement en Guinée. SANITA-Villes durables, 250 p.
- PASSARD Cédric *et al.*, 2021. *Sociologie du risque*, Paris, Atlande, 346 p.
- RUDOLPHE Florence, 2010. « Risques et vulnérabilités environnementales et sociales », Pollution atmosphérique, numéro spécial, novembre, p. 123-130.
- THEYS Jacques, 2005. Les inégalités écologiques, dimension oubliée de l'action publique : entre raisons politiques et explications épistémologiques, Collection « Inégalités sociales et environnementales », Institut d'Urbanisme de Paris, 11 p.
- THOURET Jean-Claude & LEONE Frédéric, 2003. « Aléas, vulnérabilités et gestion des risques naturels », *Questions de Géographie*. Les Risques, Éditions Du Temps, Paris, p. 37-70.
- WALKER Brian *et al.*, 2004. « Resilience, Adaptability and Transformability in Social-Ecological Systems », *Ecology and Society*, 9(2), art. 5.